

La Constitution anti-Benflis

Agrément du parti de Benflis, départ de Mediène, articles de la Constitution, l'espionnage européen raconte le récit algérien à travers ses «gorges profondes» à Bruxelles. Bon à savoir...

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Les gorges profondes bruxelloises ne sont pas à négliger, surtout en ce qui concerne la sécurité, la lutte anti-terroriste et la relation entre l'Union européenne et les pays du Maghreb, notamment celles ayant trait à l'Algérie, pays en première ligne partout dans la région. Rien ne se fait ni se défait sans Alger. Mali, Niger, Libye, Sahara occidental, flux migratoires, situation en Méditerranée. Le poids de la géographie rencontre dans le cas de l'Algérie celui de l'Histoire et se recoupe avec la tradition diplomatique. Il serait donc naïf, voire idiot de supposer que le départ du patron des services algériens depuis un quart de siècle passe inaperçu, sans lectures des chancelleries, de l'espionnage et du contre-espionnage.

Les couloirs de la capitale belge, européenne et qui abrite l'essentiel des structures de l'Otan indiquent quelques pistes d'analyse en l'occurrence.

D'emblée, gorges profondes excluent tout changement stratégique dans la gestion des affaires sécuritaires par Alger. Tartag, le successeur de Mohamed Mediène ayant eu à coordonner et à tra-

vailler avec ses «collègues» européens et américains quand il était aux affaires du temps de «Toufik», est répertorié, ici, comme le «Monsieur anti-terroriste» idéal. Il lui est même prêté une intransigeance plus grande que celle de son prédécesseur dans le traitement de ce dossier.

Pourtant, des questionnements restent sans réponse bruxelloise précise. Quels seront les pouvoirs réels du nouveau patron du DRS vu les restructuration opérées ces dernières années et qui ont subtilisé au renseignement algérien des prérogatives essentielles ?

Les fins limiers de l'espionnage européen ne disent pas tout, évidemment. Cependant, ils semblent circonspects quant à la véritable portée du chamboulement au niveau du DRS algérien. Ils donnent l'impression (ce n'est qu'une... impression !) de ne pas trop croire au démembrement du puissant Département du renseignement et de la sécurité de Ben Aknoun et, osent-ils lancer, «il peut s'agir, simplement, d'opérations de «camouflage» et de «leures» pour protéger, précisément, l'espionnage et le contre-espionnage algériens et «brouiller» les pistes ennemies et même amies». En la matière, il est vrai, il n'y a pas de nuance à opérer entre les uns et les autres.

Gorges profondes se laissent aller à des projections plutôt d'ordre politique concernant l'éclipse du général-major Mediène. Il semblerait, selon elles, que c'est lié à la mouture finale du texte constitutionnel que le Président a entre



Photo : DR

les mains et qu'il tarde à rendre public. Certains articles voulus, rageusement, par le clan présidentiel, posent de sérieux problèmes d'Etat. Notamment celui concernant les conditions d'éligibilité à la magistrature suprême.

Les «espions» de Bruxelles croient savoir que c'est rédigé de telle façon que Ali Benflis, vrai cauchemar des Bouteflika, ne puisse pas se présenter. «Toufik», plusieurs cercles décisionnels, le Haut-Commandement de l'armée, et même, dit-on ici, le vice-ministre de la Défense

Gaïd Salah, auraient opposé un niet franc et direct à cette terrible option. Le major Mediène aurait même estimé que «ça ne passera pas» et que «ça pourrait créer des troubles en interne, isoler le pays et mettrait le nouveau président, quel qu'il soit, dans une telle posture qu'il ne pourrait même pas régner».

En plus, bien sûr, du refus de l'opposition la moins décredibilisée de s'aventurer dans une révision constitutionnelle taillée pour empêcher un responsable de briguer la présidence. Les hableurs de Bruxelles ne s'arrêtent pas là. Ils estiment même qu'il y a eu une vraie bataille rangée pour l'agrément ou non du nouveau parti de Benflis. Jusqu'à la dernière minute, les malheureux Sellal, Premier ministre, et Bedoui, de l'Intérieur, ne savent plus à quel saint se lamenter.

Le partant Mediène aurait fait pencher la balance au nom de la raison d'Etat.

C'était là son dernier baroud. Du moins officiel... Gorges profondes ont parlé d'autres choses intéressant l'Algérie. Peut-être que nous y reviendrons...

A. M.

Il y a en Algérie des écoliers pauvres

**Dans le cadre de son opération caritative «Rentrée scolaire»,
l'association Carpe-Diem fait appel à votre générosité.**

Chacun de vos dons aidera un enfant nécessiteux à faire une rentrée décente.

**Fournitures scolaires (cahiers, protège-cahiers,
stylos, crayons, règles, compas, etc.), cartables, sacs à dos, tabliers, livres...**

**Chacun de ces dons peut contribuer à aider un enfant
nécessiteux à acquérir les outils indispensables
à son avenir.**

**Téléphonez au 05 58639670, ou envoyez
ou déposez vos dons au siège du Soir d'Algérie.**

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



*Si tu parles, tu meurs, si tu te tais, tu meurs ! Alors parle,
mais en ouvrant grand les robinets de la salle de bains !*

*Dernière minute ! Urgent ! Breaking News ! Amar Ghoul
muté à la...*

... FAF !

Peut-être faut-il être un brin philosophe en se disant tout seul, caché dans sa salle de bains, en ayant pris soin d'ouvrir les robinets à fond pour étouffer sa propre voix au cas où des micros auraient été planqués : «Ça aurait pu être pire ! Imaginez si le Président avait nommé ... Madani Mezrag à la tête du DRS ?» Une fois que tu t'es dit ça, tu entres dans ta baignoire, et tu prends une douche, pour être prêt, au cas où, on ne sait jamais. Vous ricanez ? C'est toujours la même chose avec vous. Je vous balance un truc le 17 septembre, et le 18 septembre de l'année suivante, en 2016, lorsque d'autres vous disent la même chose ou presque, vous ne ricanez plus. Non, sérieusement, pourquoi rire d'un machin pareil ? Nous aurions pu voir Mezrag succéder à Toufik. Combien d'entre nous seraient sortis manifester contre cette succession ? Ne répondez pas trop vite. Et avant de sortir, prenez tout de même une précaution, regardez derrière vous. Ils sont combien à vouloir vous accompagner à la manif' contre la nomination de

Madani Mezrag à la tête des services ? Mais non ! Il n'a pas été désigné à ce poste. Du moins pas encore. Mais imaginez, bark ! Et surtout rappelez-vous ! En 2002 et après un sulfureux meeting du Raïs adoré au cours duquel il avait déclamé sa flamme aux tingos combattants, avec d'autres, j'avais émis l'hypothèse qu'un jour les anciens du GIA et de l'AIS seraient reçus en héros à El-Mouradia. Que s'est-il passé quelques petites années après ? Monsieur Madani Mezrag buvait le café et mangeait les petits-fours au Palais et remettait un mémo sur la future Constitution à H'mimed ! Dans cette «suite logique», il faut, à mon avis, s'interdire de hausser les épaules, de rire, voire d'appeler les services psychiatriques jusque parce que j'évoque ici, du bout des lèvres, la chance que nous avons eue de ne pas voir Si Madani succéder dès aujourd'hui à Si Toufik. Et encore, je rappelle que j'ai pris des précautions. J'ai ouvert les robinets de la salle de bains à fond, et j'ai parlé dans ma moustache. Mieux encore ! Là, je suis obligé de vous laisser, parce que je dois prendre ma douche. On ne sait jamais. Des fois que je n'aurais pas le temps ensuite de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.